



EDITO

## On s'arrête et on réfléchit...

**A**u lendemain d'une année difficile, nous avons souhaité revenir sur les derniers faits marquants de 2015 – les régionales et la COP21. Nous voulons surtout nous tourner vers l'avenir, avec quelques contributions. En pleine crise démocratique et dans le contexte post-attentats qui voit une partie de la gauche s'éloigner dangereusement de ses valeurs, nous n'avons qu'une certitude : celle que nous ne pouvons pas faire de la politique comme avant ! En avant pour 2016 et meilleurs vœux !

◆ FRÉDÉRIQUE DENIS et WANDRILLE JUMEAUX, Porte-paroles EELV IDF

## APRÈS LES RÉGIONALES, S'ATTAQUER AUX CAUSES PROFONDES DE LA CRISE DÉMOCRATIQUE

▶ Après avoir été percutées par les terribles attentats de Paris et Saint-Denis, sur fond de COP21, les élections régionales sont passées. La droite est au pouvoir en Île-de-France et nous aurons donc 14 élus écologistes en lieu et place des 51 sortants. C'est un vrai recul, même si nous demeurons la deuxième force politique de gauche et que nous gardons un groupe de qualité qui pourra défendre l'écologie et son projet pour l'Île-de-France. Il s'agira également de mettre en œuvre une opposition offensive face à Valérie Pécresse. Les résultats de cette élection ne sont malheureusement pas une complète surprise. Elle est intervenue dans un contexte de déception vis-à-vis des politiques nationales, qui n'obtiennent pas de résultat sur le plan social et demeurent bien trop timide sur le plan environnemental. Face à cela, c'est bien le camp conservateur voire réactionnaire, soutenu par les rangs haineux et rétrogrades de la Manif pour tous, qui s'est le plus mobilisé.

Pis, la droite a pu compter, en les courtisant éhontément entre les deux tours, sur les renforts d'électeurs du Front

national. Il faut dire que la réserve était grande, alimentée par l'immense défiance vis-à-vis du politique, un état d'urgence démocratique sur lequel surfe le parti xénophobe et populiste. Même si ce dernier baisse entre les deux tours, il y aura désormais plus d'une vingtaine d'élus frontistes dans l'hémicycle Francilien. D'ores et déjà j'ai fait savoir que l'urgence est de répondre à la crise démocratique en s'attaquant à ses causes profondes : changer le régime politique pour que les Françaises et les Français soient mieux représentés, proposer le droit de vote des étrangers, mettre en place une démocratie de la coalition capable de proposer autre chose que le mythe du sauveur suprême. Dimanche dernier en faisant barrage au FN les Françaises et les Français ont montré qu'ils attendent un retour du politique. Face aux lobbys conservateurs, alors qu'on attend toujours plus d'élus qui font de moins en moins, il est temps de répondre à cette aspiration. Le Président de la République veut changer la Constitution ? Je lui dis chiche, donnons un nouveau souffle à la démocratie !

◆ EMMANUELLE COSSE, Secrétaire nationale

CLIMAT & MOBILISATION MILITANTE

# COP21 : UN ACCORD HISTORIQUE ?

Le samedi 12 décembre 2015 restera t'il dans l'Histoire ?

Ce jour là, à la tribune de la COP21 au Bourget, Laurent Fabius et l'ensemble des responsables politiques présents n'avaient de mots assez forts pour se féliciter de l'accord universel trouvés à l'issue des deux semaines de négociations. Le même jour dans Paris, des dizaines de milliers de citoyens exprimaient de façon joyeuse et créative leur attente et désir. Attente d'un accord ambitieux qui réponde véritablement à l'urgence climatique. Désir d'une transition vers un nouveau modèle de développement synonyme de paix, de solidarité, de frugalité et de justice. Pas sûr qu'ils aient été satisfaits par le contenu de l'accord dévoilé le soir même et que de nombreuses ONG dénonçaient déjà comme très insuffisant.

**Ce samedi 12 décembre – et les jours qui ont suivi – ce sont bien deux lectures différentes de l'accord de Paris qui se sont affrontées.**

La première, plus institutionnelle et proche du discours du Gouvernement, vous la trouverez dans l'analyse de Ronan Dantec, sénateur écologiste et acteur des négociations en tant que porte-parole des Gouvernements locaux et autorités municipales, qui se réjouit du succès diplomatique et du progrès que l'accord constitue.

La seconde lecture, plus critique, est celle des ONG, associations et 30 000 citoyens dans les rues ce samedi 12 décembre, et est partagée par plusieurs écologistes dont l'eurodéputé Yannick Jadot.

Avec un peu de recul, **force est de reconnaître que si l'accord de Paris est un point de départ indispensable pour répondre au dérèglement climatique, il est très insuffisant pour l'enrayer.** Les moyens sont insuffisants et le calendrier repousse à plus tard les efforts à fournir tout de suite. En dépit d'objectifs ambitieux affichés, rien ne garanti de les atteindre et il faudra que les États renforcent rapidement leurs engagements pour maintenir la hausse des températures bien en deçà de 1,5 ou 2°C.

En effet, mises bout à bout, les contributions nationales mènent à un réchauffement global



Plus de 15 000 citoyens réunis au Champs de Mars le 12 décembre pour finir la COP21.

© RAPHAËL BOIRON

compris entre 2,7 °C et 3 °C, bien au-delà de la limite recommandée par les scientifiques, ce qui équivaut à franchir les seuils incontrôlables et irréversibles d'emballement climatique. **« L'accord de Paris ne peut pas être considéré comme un succès » considère Yannick Jadot. « Cet accord universel marque incontestablement une nouvelle gouvernance, mais il est fondé sur du droit mou. C'est donc à nous, société civile, de faire le travail et de mettre la pression pour que l'accord s'applique et que son ambition soit**



**« L'ACCORD DE PARIS NE PEUT PAS ÊTRE CONSIDÉRÉ COMME UN SUCCÈS »**

Yannick Jadot

**régulièrement rehaussée »** explique t'il. Cette lecture rejoint finalement celle de beaucoup d'ONG, organisations et mouvements citoyens pour la justice climatique. **Les porte-paroles du RAC, d'ATTAC, des Amis de la Terre ou d'Alternatiba ne mâchent pas leur mot pour dénoncer l'insuffisance de l'Accord de Paris et accuser les Chefs d'État de capitulation totale et de crime climatique !** Ils appellent à l'état d'urgence climatique, et continuerons sans relâche la mobilisation pour transformer le système extractiviste et productiviste à l'origine du dérèglement climatique en des sociétés soutenables plus justes, plus solidaires et en paix.

Le succès de la mobilisation citoyenne pendant la COP illustrent magnifiquement bien la nécessité de construire un rapport de force avec les acteurs privés et publics que nous voulons faire bouger. Dans cette bataille, notre créativité, réactivité, discipline et intelligence collective sont des forces indispensables qu'il nous revient de cultiver partout où nous agissons et militons.

**Seul l'avenir nous dira si le samedi 12 décembre 2015 restera dans l'Histoire,** car tout dépend de la façon dont nous serons capable de poursuivre le combat pour la justice climatique partout sur la planète, de façon non-violente mais déterminée !

**Nous appelons l'ensemble des écologistes à poursuivre cette bataille urgente pour le climat,** au sein d'EELV et à tous les échelons territoriaux bien sûr, mais aussi aux côtés des associations, ONG, collectifs ou mouvements citoyens qui, chacun à leur manière et à leur niveau, travaillent au renforcement des alternatives citoyennes et initiatives de transition dans les territoires; à la pression sur les entreprises et les États; et in fine à la construction d'un rapport de force permettant de gagner des batailles décisives pour le climat dans les quelques années à venir.

◆ **WANDRILLE JUMEAUX,**  
 Porte-parole EELV IDF

## L'ANALYSE DE RONAN DANTEC



© EELV

► Pour Ronan Dantec, si évaluer un texte d'accord mondial sur le climat n'est jamais aisé, tant les phrases sont parfois

ambiguës ou les objectifs évasifs, il faut savoir trancher: l'accord va-t-il dans le bon sens, ou au contraire, nous éloigne-t-il de l'impérieuse nécessité de stabiliser largement sous les 2°C la montée des températures ? Sa réponse est claire : oui cet accord de Paris est un réel progrès, et pas seulement une victoire diplomatique, sur lequel nous devons appuyer nos dynamiques d'action. Pour 4 raisons :

**1 ► L'affichage d'un consensus international**  
 Aboutir à un accord contraignant et à vocation universelle est un véritable succès, qui dit au monde la nécessité absolue de lutter contre le changement climatique. C'est une défaite pour tous les lobbys qui tentent depuis des décennies de ralentir toute transition énergétique.

**2 ► Des objectifs ambitieux**  
 En reconnaissant la nécessité de renforcer l'effort pour limiter l'augmentation des températures sous les 1,5°C, les 196 parties soulignent l'urgence de l'action. Tenir cet objectif est un défi très difficile au vu des trajectoires, mais il est désormais inscrit dans les objectifs de la communauté internationale.

**3 ► Des mécanismes de révision assez rapides**  
 Nous savons que les contributions volontaires des États sont insuffisantes et nous placent sur une trajectoire insupportable vers les 3°C d'augmentation. Aussi, la rapidité des révisions est essentielle pour l'avenir. Dès 2018, les parties devront refaire le point sur leurs contributions (s'appliquant à partir de 2020), avant un état des lieux plus complet en 2023.

**4 ► Un travail étroit avec les acteurs non-étatiques**  
 Pour engager la réduction des émissions avant 2020, l'accord de Paris consacre un chapitre complet à l'action des acteurs non-étatiques, et le renforcement du Lima Paris Action Agenda, l'agenda des solutions porté par les collectivités territoriales, les entreprises, les associations. La COP21 aura été la vitrine des dynamiques concrètes, elles sont enfin reconnues par les parties dans le texte officiel, c'est un point essentiel.

## LE VIVRE ENSEMBLE OU LA MORT ?

► Les attentats du 13 novembre n'en finissent pas de faire sentir leurs conséquences. Hors des questions de sécurité, point de débat, ni sur les enjeux fondamentaux pour l'humanité, ni sur les libertés rognées jour après jour, ni sur l'urgence de revoir les priorités en matière de lutte contre les inégalités sociales. Le « tout répressif » mis en œuvre occulte les responsabilités des politiques publiques menées depuis des années, créant une société duale qui favorise le sentiment d'exclusion et facilite les discours simplificateurs qui peuvent attirer les plus égarés. Ne pas vouloir combiner les différentes temporalités (court terme pour sécuriser et long terme pour prévenir) se traduira à coup sûr par le maintien voire l'augmentation des raisons amenant à la situation actuelle.

Dans ce contexte les élections régionales ne pouvaient pas donner lieu à un réel débat démocratique permettant de choisir entre des projets relevant des compétences régionales. Bien au contraire on a assisté à une instrumentalisation cynique à seule fin électorale immédiate. Seuls les écologistes ont tenté de parler de la vraie vie quotidienne et des moyens de l'améliorer. Mais la société du spectacle qui se repaît des affrontements plutôt

que des confrontations sur le fond, l'a emporté. Même la COP21 n'a pu trouver se dérouler dans un climat démocratique, l'état d'urgence étant instrumentalisé pour faire taire toutes les voix notamment citoyennes qui auraient pu émettre des opinions différentes ou tout simplement indépendantes. Pourtant les manifestations autorisées ont montré la volonté de la société de peser sur les négociations et obtenir un accord réellement ambitieux.

Le résultat de la COP21 sont le reflet de cette situation : quelques avancées au plan des principes mais reposant essentiellement sur la bonne volonté et sans réelle contrainte. On peut évidemment espérer que cela constituera un point de départ mais rien n'est moins certain. Or en la matière ce n'est pas l'avenir de la planète qui se joue mais l'avenir de l'humanité. Quand il s'agit de commerce la communauté internationale se dote de moyens de contraintes (OMC) mais lorsqu'il s'agit de notre avenir commun elle s'en remet à l'espoir, montrant ainsi où sont les priorités.

Urgence climatique, urgence démocratique, urgence sociale. Sans réponse rapide et crédible rapide il ne faudra pas s'étonner que ce soit la démagogie ou la révolte qui l'emporte.

◆ **YVES CONTASSOT**

## LES LEÇONS D'UN ÉCHEC

► Une défaite électorale est toujours plus cruelle lorsque l'écart final est faible. En Île-de-France, la gauche unie perd 150 000 voix au second tour par rapport à 2010. La plus grande mobilisation électorale aura bénéficié au FN qui n'était pas présent au second tour de 2010 et à la droite, ce qui lui permet de l'emporter. Ce n'est pas non plus une surprise et les élections régionales ne font que confirmer le nouveau rapport de force déjà constaté aux élections locales et départementales. La carte électorale témoigne une moindre mobilisation des territoires populaires. La stigmatisation de la Seine-Saint-Denis dans les quartiers « bourgeois » et une profession de foi de la liste Péresse que n'aurait pas désavoué le FN a fait le reste.

Le résultat du premier tour doit surtout nous interroger. EELV est le parti qui perd le plus d'influence par rapport au scrutin de 2010, avec un recul de 226 000 voix alors que le PS et ses alliés en gagnent 65 000 et le front de gauche presque 20 000. Sans doute le contexte tragique des attentats a dû favoriser une certaine forme de vote utile. Il n'en demeure par moins qu'une partie de l'électorat écologiste n'a pas été au rendez-vous, en particulier au-delà du périphérique. De ce point de vue, une analyse approfondie serait utile. Nous pouvons, à cet égard, se faire le reproche d'une campagne trop « parisienne ».

Au royaume des aveugles, les borgnes sont rois. La stratégie d'alliance avec tout ou partie du Front de gauche dans certaines régions s'est révélée contre productive et franchement catastrophique dans le Nord-Pas-de-Calais-Picardie. Les débats largement publics sur cette question ont nui à la dynamique électorale des écologistes. Le choix de l'Île-de-France était le bon choix. Cela interroge quant à l'avenir. Lorsqu'EELV et les écologistes rassemblés proposent une offre politique autonome, ils recueillent un écho dans l'opinion. En Île-de-France, les écologistes restent une force incontournable pour toute majorité alternative à la droite et l'extrême droite.

Au plan national, le score du FN confirme que le bipartisme est bien mort et que le paysage politique est en pleine recomposition. La question sociale reste dominante avec un sous-emploi chronique et une précarité qui frappent un salarié sur trois. Mais elle ne structure plus le clivage gauche/droite. Le FN est le premier parti dans les catégories populaires ouvriers/employée. Le clivage gauche/droite est désormais dominé par un autre enjeu, celui de la démocratie et de la défense des valeurs républicaines.

◆ **JEAN-MARC DENJEAN**

## ACTIONS DÉPARTEMENTALES

# 2016, UNE ANNÉE DE TRANSITION

► Nous venons de vivre une année avec deux élections locales, départementales et régionales, qui nous ont bien occupés et toutes les personnes qui se sont engagées dans ces aventures doivent être encore remerciées. Hélas, les résultats ont été décevants. Les prochaines élections sont prévues en 2017 : présidentielle et législatives. Il n'y aura donc pas d'élection en 2016. Ce doit être pour nous l'occasion de prendre le temps de la réflexion et de l'adaptation.

Certes, les échanges ont commencé sur l'analyse de ces élections régionales et leurs conséquences et nous aurons également un Congrès (décentralisé le 28 mai et fédéral le 11 juin) qui fixera la stratégie politique pour la séquence à venir; mais nous devons, au niveau régional, prendre en compte la situation politique nouvelle et prendre le temps de nous préparer, de renforcer notre organisation.

Cette année 2016 sera donc l'occasion d'adapter notre fonctionnement dans le contexte post attentats, avec une montée de l'extrême droite et un affaiblissement des écologistes. En Île-de-France, la droite a gagné les élections régionales. Nous n'avons plus que 14 élu-e-s, dans l'opposition.

Nous en avions eu 51 en 2010, dans la majorité, avec 5 vice-présidences. L'influence des écologistes dans l'institution se voit affaiblie. Et pourtant, les combats pour l'écologie sont toujours aussi pressants. L'accord de la COP21 ou la loi de transition énergétique nécessitent notre engagement si nous vou-

lons des réalisations concrètes. C'est donc en externe que notre action devra se renforcer, malgré une perte de moyens financiers. Notre commission régionale finances va se mettre au travail pour optimiser nos moyens. Avec notre Conseil Politique Régional, nous allons mettre en œuvre les propositions portées lors de notre Congrès régional. Nous devons renforcer notre organisation en nous appuyant sur nos Groupes et nos élu-e-s locaux qui structurent notre parti sur les territoires. Nous allons proposer des formations aux responsables des Groupes Locaux (sites internet, accueil, conduite de réunions...).

Nous devons garder cet esprit d'ouverture que nous avons fait vivre durant cette campagne des régionales.

Nous réunirons un forum régional début 2016 pour partager nos analyses et nos propositions.

♦ **JEAN-LUC DUMESNIL** et **ANNIE LAHMER**,  
Co-secrétaires régionaux

**NOUS ORGANISONS UN FORUM RÉGIONAL DÉBUT 2016 POUR ANALYSER LA SITUATION POLITIQUE ACTUELLE ET PRÉPARER L'AVENIR D'EELV DANS NOTRE RÉGION. IL EST TEMPS DE SE RÉINVENTER !**

## LES NOUVEAUX ÉLUS RÉGIONAUX ÉCOLOGISTES



JULIEN BAYOU



FRÉDÉRIC BENHAIM



MARIE-ODILE BERTELLA-GEFFROY



EMMANUELLE COSSE



FRANÇOIS DAMERVALE



JULIETTE ESPARGILIERE



SAMIA KASMI



ANNIE LAHMER



MOHAMED MECHMACHE



BÉNÉDICTE MONVILLE



CORINNE RUFET



MOUNIR SATOURI



GHISLAINE SENEÉ



PIERRE SERNE

### À SUIVRE

Toute l'actualité d'EELV Ile-de-France sur notre nouveau site [idf.eelv.fr](http://idf.eelv.fr) et sur les réseaux sociaux

f EELV IDF et @EELVidf

